

Les conséquences du déficit budgétaire sur l'économie algérienne : constats et réflexions

The consequences of the budget deficit on the Algerian economy: Findings and reflections

ZIAD M'hamed *

Faculté des sciences économiques de Mascara, Algérie

Ziad.mhamed@univ-mascara.dz

Date de réception : 07-11-2019

Date d'acceptation : 09-12-2019

Résumé:

L'objectif de cet article est de jeter quelques lumières sur les conséquences du déficit budgétaire, dans le contexte actuel de chute des prix pétroliers, sur les politiques économiques entreprises par le gouvernement algérien. Notre diagnostic pour cette mauvaise conjoncture pétrolière place l'Algérie devant des choix difficiles accompagnée par un recul de 30% de la fiscalité pétrolière, une essence pour les plans de dépenses du gouvernement.

Mots clés : Déficit budgétaire, Politique économique, Prix de pétrole, Economie algérienne.

Classification JEL : H62 ; E69 ; L79

Abstract:

The purpose of this article is to shed some light on the consequences of the budget deficit, in the current context of falling oil prices, on the economic policies undertaken by the Algerian government. Our diagnosis for this poor oil situation puts Algeria in front of difficult choices accompanied by a 30% decline in petroleum taxation, an essence for the government's spending plans.

Keywords: Budget deficit, Economic policy, Oil price, Algerian economy.

Jel Classification Codes : H62 ; E69 ; L79

* l'auteur correspondant.

Introduction

Il est largement admis que les dépenses publiques constituent la troisième composante de la demande des biens et services. Les pouvoirs publics, tant centraux que locaux, construisent des routes, des écoles, achètent les fournitures nécessaires à leurs administrations et rémunèrent leurs fonctionnaires, etc. Ce sont l'ensemble de ces transactions qui constituent les dépenses publiques, qui représentent quelque 18% du PIB en Algérie (ONS, 2019). D'autre part, l'exercice de la politique économique se fonde, pour une large part, sur la fiscalité et les dépenses inscrites au budget de l'État. Certes, de nombreuses activités gouvernementales revêtent une importance sans commune mesure avec leur place relative dans le budget général de l'État. C'est pourquoi de nos jours, dans les pays en développement, les déficits budgétaires demeurent parmi les préoccupations majeures des institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI). Ces deux institutions qui se sont intéressées aux difficultés économiques dans plusieurs pays en développement à savoir la région d'Afrique du Nord et de Moyen-Orient (MENA), estiment que ces pays sont confrontés à des difficultés économiques similaires. Il s'agit d'une croissance instable qui reste bien en deçà de son potentiel, des marges de manœuvre budgétaire étroites du fait de la hausse des déficits et de la dette publique ainsi que du recul des réserves de change. Ces facteurs contribuant, en générale, à réduire l'épargne disponible pour l'investissement public et privé tandis que ce dernier, le secteur privé, est peu développé et loin de pouvoir devenir un moteur de croissance et de création d'emplois.

L'Algérie, et comme tout État rentier qui place son économie en position d'otage du seul secteur des hydrocarbures, a tout à craindre d'une chute continue des prix du pétrole qui serait fatale pour son économie. Il faut savoir que notre économie est étroitement tributaire de l'exploitation d'un nombre limité de ressources naturelles, principalement les hydrocarbures. Par conséquent, elle est très sensible parce qu'elle est liée à cette volatilité des prix. Pour le gouvernement, la meilleure solution est d'avoir un baril stable entre 70 et 80 dollars, et ce, pour le plus long terme afin de pouvoir planifier et faire des projets. Malheureusement, les prix se négocient, aujourd'hui, vers 60 dollars et ce n'est ni bon pour notre économie ni pour les pays consommateurs. Devant la gravité de la situation, le gouvernement algérien semble résolu à la nécessité d'ajustements douloureux, et qui en veulent pour preuve à une série de mesures prises depuis le début de la crise pétrolière, en particulier à l'occasion de ces dernières lois de finances complémentaires, tels que : obligation du paiement par chèque, révision de la subvention aux carburants, licences d'importations, notamment pour le secteur de l'automobile, régulation du

commerce extérieur, réduction des importations...etc. C'est pourquoi nous nous focalisons ici sur le déficit budgétaire enregistré et les politiques économiques adoptées récemment. Une question est en droit d'être soulevée aux chercheurs et praticiens : *Un déficit budgétaire, en Algérie, peut-il nuire la performance globale de l'économie nationale ?*

Au vu de l'importance de ces questions, nous analysons, dans une première section, les arguments théoriques relatifs à la politique budgétaire. Ensuite, nous discutons l'état de lieux de la politique budgétaire en Algérie. L'effet de la récente crise pétrolière serait aussi discuté avec la mise en point sur la problématique du taux de change du dinar. La dernière partie conclura cette étude.

1. Aperçu théorique sur la politique budgétaire

La politique budgétaire consiste à se servir des dépenses publiques et de la fiscalité pour influencer sur l'activité économique. Elle permet aux autorités de promouvoir une croissance forte et durable et de réduire la pauvreté. Son rôle et ses objectifs prennent de l'ampleur dans les crises conjoncturelles où les autorités interviennent pour soutenir le système financier, de relancer la croissance et d'amortir leurs impacts sur les groupes vulnérables. En effet, la primauté de la politique budgétaire comme instrument de politique économique évolue au fil du temps. Avant 1930, la politique du «laissez-faire» (intervention minimale de l'État) prévalait. Après la chute des marchés boursiers et la crise de 1929, l'État a été amené à jouer un rôle plus proactif¹. Plus récemment, le secteur public a vu sa taille et son rôle diminuer, les marchés participant davantage à l'affectation des biens et services. Aujourd'hui, avec ces crises financières successives, une politique budgétaire plus active redevient la norme.

Certes, si dans la politique monétaire, les banques centrales ciblent indirectement l'activité en influant sur la masse monétaire par l'ajustement des taux d'intérêt et des réserves obligatoires des banques et par la vente de titres publics et de devises, alors que dans la politique budgétaire, les autorités influent sur l'économie en modifiant les niveaux et les types d'impôts, le montant et la structure des dépenses, ainsi que le niveau et la forme des emprunts. De même, les pouvoirs publics déterminent, directement et indirectement, l'utilisation des ressources dans l'économie, phénomène illustré par l'équation fondamentale de comptabilisation du revenu national : $PIB = C + I + G + NX^2$.

¹ Gillis M. et al. (1998), Economie du développement, De Boeck Editions, Bruxelles.

² Ces acronymes signifient, respectivement, le produit intérieur brut, la consommation, l'investissement, les dépenses publiques et les exportations nettes.

Pratiquement, la politique budgétaire peut avoir d'autres objectifs que la prestation de biens et services. À court terme, elle peut privilégier la stabilisation macroéconomique, tout en dopant une économie atone, en jugulant l'inflation ou en réduisant les vulnérabilités extérieures. À long terme, elle peut promouvoir une croissance durable ou réduire la pauvreté en prenant des mesures axées sur l'offre pour améliorer les infrastructures ou l'éducation³.

Tableau N°1. Dépenses publiques et croissance du PIB (%)

		2006	2008	2010	2012	2014	2016	2018e
Dépenses publiques au PIB	Faible revenu	11.69	11.68	11.71	12.06	12.61	13.65	11.75
	Revenu intermédiaire	13.63	13.57	13.91	14.01	14.16	14.76	14.62
	Revenu élevé	17,43	17,86	18,93	18,41	18,13	17,92	17,61
Croissance annuel du PIB	Faible revenu	5.62	6.02	6.93	3.29	5.83	3.07	4.95
	Revenu intermédiaire	7.93	5.59	7.37	5.12	4.40	4.26	4.60
	Revenu élevé	3,07	0,39	2,94	1,29	2,04	1,69	2,20

Source : www.worldbank.org/data/

Aussi bien, depuis plusieurs années déjà, l'explosion des déficits budgétaires, dans les pays en développement, vient d'entraîner une hausse des emprunts publics et d'aggraver les déséquilibres macroéconomiques, ce qui a obligé ces pays à puiser dans leurs réserves de change. Pour le FMI, le secteur privé manque de dynamisme en raison des difficultés que pose le cadre règlementaire et un accès limité au crédit, tandis que le secteur public, et notamment les entreprises publiques, est vaste et jouit de privilèges dans tous les secteurs de l'économie, ce qui laisse peu de place pour la croissance du secteur privé. Mais il est vrai que les pays pauvres possèdent effectivement du secteur public moins étendu que les pays riches, quand on mesure la dimension du secteur public par le rapport des dépenses de l'Etat au PIB (cf. tableau 1). On pourra remarquer, à la lecture du tableau (1), que la proportion d'ensemble augmente avec un recul dans le taux de croissance du PIB, allant d'un pourcentage d'environ 13.65% dans les pays en développement au revenu faible jusqu'à 14.5% dans les pays à revenu intermédiaire et à 19% dans les pays à revenu élevé.

En dépit de ces remarques, il est également vrai que la crise financière *Subprimes* a eu des effets négatifs sur les économies du monde entier, les problèmes du secteur financier et la crise de confiance affectant la consommation privée, l'investissement et le commerce extérieur. Les autorités ont réagi en dopant l'activité avec des stabilisateurs automatiques

³ Horton M. et El-Ganainy A. (2009), Qu'est-ce que la politique budgétaire?, in F&D, juin, p. 52-53.

et la relance budgétaire, tels que des nouvelles dépenses discrétionnaires ou baisses d'impôts. Ces stabilisateurs agissent à mesure qu'évoluent les recettes et les dépenses fiscales; ils ne dépendent pas de mesures spécifiques, mais opèrent selon le cycle économique. Ainsi, la baisse de la production entraîne celle des recettes fiscales, car les bénéfices des sociétés et les revenus des contribuables diminuent. Les prestations de chômage et autres dépenses sociales sont censées augmenter en période de récession. Ces changements conjoncturels rendent la politique budgétaire automatiquement expansionniste en cas de récession et restrictive en cas d'expansion⁴.

2. La politique budgétaire en Algérie : Etats des lieux

Depuis l'été 2014, la baisse des cours du brut et des revenus qui en découlent place l'Algérie face à plusieurs défis. Au-delà de la nécessité de diversifier les ressources budgétaires de l'État et de réviser l'allocation de ces mêmes ressources, la baisse des cours du baril de brut et par ricochet des revenus issus des hydrocarbures, s'est traduite par le creusement du déficit budgétaire.

En effet, le déficit budgétaire est trop important et ne cesse qu'augmenter depuis 2010, avec une légère amélioration en 2016 après des mesures d'austérité adoptées par le gouvernement algérien suite à une conjoncture pétrolière défavorable, et qui a entraîné un recul important des revenus au niveau du budget public. Cette situation s'est manifestée à travers notamment une forte baisse de la fiscalité pétrolière recouvrée alors que le fonds de régulation des recettes (FRR) s'est totalement épuisé en février 2017. De même, le ratio des importations par rapport au produit intérieur brut pour les deux ou trois dernières années connaît une

Tableau N°2. Evolution des indicateurs économiques (en %)

	2010	2012	2014	2016	2018
Déficit budgétaire au PIB	25.7	28.0	22.0	14.0	22.0
Total des réserves en mois d'importations	36.78	34.31	28.19	22.58	18,8

Source : www.bank-of-algeria.dz

décroissance continue depuis la crise financière internationale (cf. tableau 2).

Rappelons que cette baisse des recettes et hausse des dépenses ont induit un creusement du déficit budgétaire, lequel augmente de près de 55% en passant de près de 467 milliards DA en avril 2014, à plus de 992,67 milliards de DA durant le premier trimestre de 2019, contre 1.276,5 mds de DA durant la même période en 2018, en baisse de 22% (Ministère des Finances, 2019). Il est clair que la baisse des revenus du secteur des

⁴ Document disponible sur : www.imf.org/external/np/pp/eng/2009/030609.pdf.

hydrocarbures et de la fiscalité pétrolière recouvrée y est pour beaucoup. Selon les chiffres de la Direction des prévisions et des politiques attachée au ministère des Finances, le déficit global du Trésor enregistré au cours du 1^{er} trimestre a été de 1.352,5 milliards de DA, soit quasiment inchangé par rapport à la même période en 2018. Le solde global du Trésor inclut, en plus du déficit budgétaire, les soldes des Comptes d'affectation, hors fonds de régulation, des opérations budgétaires et des Interventions du Trésor public. Celle-ci a baissé de plus de 22% entre avril 2018 et avril 2019, passant de plus de 1.276,5 milliards DA à près 992,67 milliards DA en une année. Une baisse que l'augmentation des ressources ordinaires (+ 7%), n'arrive pas à combler⁵.

A contrario, le gouvernement semble avoir du mal à maîtriser les dépenses, lesquelles ont augmenté durant les quatre dernières années, surtout depuis 2016, poussées notamment par les dépenses de fonctionnement. L'instruction du l'ex gouvernement Sellal exhortant les différents départements à réduire leurs dépenses de fonctionnement ne semble pas avoir eu l'effet escompté⁶. Ainsi et au-delà des transferts sociaux que le gouvernement tient à maintenir, le budget de fonctionnement enfle d'année en année. Selon les chiffres du ministère des Finances, les dépenses de fonctionnement ont augmenté à 1.556,5 milliards de DA durant le 1^{er} trimestre en 2019, contre 1.395,3 milliards de DA (+11,55%) comparativement au même trimestre en 2018. En contrepartie, ce sont les dépenses d'équipement qui supportent le contrecoup de la crise. Celles-ci ont baissé de plus de 28% en avril 2019, passant à près de 892 milliards de DA, contre 1.243,62 milliards de DA durant la même période de comparaison, en 2018. Les pouvoirs publics semblent ainsi s'appuyer sur la réduction des investissements publics, pourtant seuls moteurs de la croissance et de la création d'emploi dans notre pays pour faire face à la crise.

D'ailleurs, et depuis plusieurs années déjà, et même avant la chute des prix de pétrole, le guichet d'avances de trésorerie aux banques ne fonctionne plus, faute de besoins des banques primaires qui abritent ou non les comptes de la compagnie Sonatrach ou de ses succursales, bénéficient toutes, dans le cadre de leurs activités bancaires normales, des liquidités supplémentaires générées par les recettes d'exportations d'hydrocarbures. Dans ce contexte,

⁵ Boucekkine R. et N. Meddahi (2019), « voici ce que dit notre note sur le financement non conventionnel », un papier communiqué au Forum « Financement de l'économie algérienne : écueils et solutions possibles » animé par la Banque d'Algérie, le 1 avril.

⁶ www.elwatan.com/edition/economie/recours-a-la-planche-a-billets-les-mises-en-garde-du-fmi-13-03-2018

les académiciens Taïeb Hafsi et Bachir Mazouz, dans leurs contributions⁷, soulignent que les théories économiques les plus élaborées butent toujours sur la capacité des acteurs à les mettre en vie, et qui ce n'est plus valable pour notre économie nationale. Ils estiment ainsi qu'aujourd'hui, l'Algérie pour progresser économiquement n'a pas besoin d'une nouvelle théorie économique mais d'un modèle de management autonome. Ils partent de principe que le modèle de management soit une capacité autonome à tirer le meilleur parti du fonctionnement des organisations et qui permettra la création de richesses dont il permet, à la fois, l'efficacité et l'adaptation aux changements. Partant de cette approche, ils laissent penser que les institutions algériennes qu'elles soient publiques ou privées ont échoué dans leur choix d'un modèle de gestion qui soit adapté aux spécificités nationales. Cependant, au fur et à mesure que le système bancaire devient plus efficace, il aurait dû continuer à dévaluer la monnaie nationale, ce qui permettra d'ajuster la situation monétaire et financière de l'économie nationale, et d'apporter, entre autre, une réponse à la situation de déficit budgétaire que vit le pays⁸. Mais simultanément, cela augmente les prix, et qu'est jugée une mesure nécessaire pour préserver l'économie nationale.

Récemment, le FMI appelle, le gouvernement algérien, à plafonner les recours au financement non conventionnel et à envisager des privatisations et des emprunts extérieurs, tout en éliminant les contraintes à l'importation et à l'investissement. Aussi bien au niveau économique que financier, le recours à la planche à billets par le gouvernement algérien pour financer le déficit public doit être strictement plafonné en volume et en durée, selon la même institution internationale. Ce dernier justifie par le recours aux expériences internationales, et qui ont montré les limites et les inconvénients de la monétisation des déficits publics, qu'est porteuse de risques réels de tensions inflationnistes. En revanche, le FMI suggère en l'occurrence, de la possibilité de recourir à un large éventail d'outils de financement, notamment l'émission de titres au taux du marché, d'encourager des partenariats publics-privés, des ventes d'actifs, et enfin, idéalement, de recourir à l'endettement extérieur pour financer des projets d'investissements bien choisis. De même, cet organisme préconise d'envisager un assouplissement de la règle 51-49%, afin de favoriser l'investissement étranger, tout en menant sans tarder des réformes structurelles visant notamment à lutter contre la bureaucratie, à améliorer l'accès au crédit et renforcer la gouvernance, la transparence et la

⁷ Papiers présentés par Taïeb Hafsi et Bachir Mazouz au Colloque « Quels modèles de management pour l'Algérie », INPED, le 16 mai 2016, Boumerdes.

⁸ Boucekkine et Meddahi (2019), idem.

concurrence⁹. Ces questions sont plus complexes que nous connaissons actuellement, situation caractérisée par un système monétaire et bancaire très contraint, mais marqué aussi par les héritages de la crise financière qu'a traversé le pays depuis la chute des prix de pétrole.

3. Effets de la crise pétrolière sur la politique budgétaire en Algérie

Depuis le recul des prix de pétrole, en été 2014, la croissance économique, en Algérie, a été constamment marquée par une chute continue et remarquable (cf. tableau 3). Cette baisse des cours du pétrole, enregistré depuis 2014, affecte les comptes publics et extérieurs, avec pour corollaires un épuisement de l'épargne budgétaire et une baisse du stock de devises ayant atteint 79 milliards de dollars à fin 2018 contre 179 milliards en 2014. De même, le fait est que la baisse brutale de l'excédent de la balance commerciale est issue de l'effet combiné du recul des exportations en valeur, notamment en hydrocarbures, et de la hausse de la facture à l'importation. Il est vrai que malgré la chute des cours du brut les exportations des hydrocarbures en la matière ont reculé plus de 50% passant d'environ de 58 milliards de dollars en 2014 à un peu moins de 28 milliards de dollars en 2016.

Pour en revenir à la vision strictement économique, l'institution du FMI¹⁰, estime que l'Algérie doit miser sur «la valeur ajoutée de ses ressources en matières premières et les transformer en produits finis». C'est ainsi que, selon cette institution, la base de l'industrie locale se renforcera et permettra au pays de se défaire d'une dépendance aux exportations brutes. Pour le FMI, «la précarité des industries en Algérie est en grande partie responsable de la faible position du pays en matière de développement à l'échelle régionale, voire mondiale.

Tableau N°3. Evolution des principaux indicateurs économiques (milliards USD)

	2010	2012	2014	2016	2018
Prix du baril (moyenne/an)	77.38	109.45	96.29	40.68	69.52
Revenus pétroliers	55.52	70.58	58.46	27.91	37.92
Balance commerciale	16.58	20.16	0.45	-20.12	-9.42
Taux de croissance (%)	3.63	3.37	3.79	3.30	2.10
Réserves de change	157	190.66	178.93	114.13	79.88
Taux de change (dollar/dinar)	74.39	77.54	80.58	109.44	116.59
Taux de change (euro/dinar)	103,49	102,16	106.91	121.18	137.69

Source : www.imf.org

⁹ IMF Country Report No. 18/168

¹⁰ IMF Country Report No. 18/168

Pour en revenir à la vision strictement économique, l'institution du FMI¹¹, estime que l'Algérie doit miser sur «la valeur ajoutée de ses ressources en matières premières et les transformer en produits finis». C'est ainsi que, selon cette institution, la base de l'industrie locale se renforcera et permettra au pays de se défaire d'une dépendance aux exportations brutes. Pour le FMI, «la précarité des industries en Algérie est en grande partie responsable de la faible position du pays en matière de développement à l'échelle régionale, voire mondiale.

Face à cette mauvaise conjoncture, le système bancaire algérien a subit de plein fouet dont la situation de manque de liquidités n'est pas loin. Pour faire face à cette situation de crise, le gouvernement semble à court d'option afin d'endiguer le flux de capitaux qui saignent nos réserves et nos ressources. Il a de ce fait associé l'autorité monétaire afin de trouver des solutions administratives pour freiner les flux puisque cette baisse des recettes pétrolières vient d'assécher le système bancaire et qui posait le problème de la redynamisation de la place bancaire dans la collecte des ressources, voire leur placement dans les investissements plus productifs. Cela oblige les banques algériennes de jouer un rôle beaucoup plus actif et efficace. Sachant que, depuis 2015, le gouvernement a introduit une série de mesures pour rationaliser les dépenses et limiter la perte de devises dont la décision du gel de l'importation d'environ 800 produits. En parallèle, on assiste depuis quelques années à une dévaluation en catimini du dinar face aux principales devises, en particulier, un glissement par rapport au dollar (*cf.* tableau 3).

Cependant, cette détérioration successive des réserves de change aurait obligé la Banque d'Algérie à élaborer une meilleure politique de change pour gérer autant que possible la réserve monétaire jusqu'à la hausse éventuelle des prix du pétrole. D'ailleurs, on constate depuis ce recul des cours du pétrole, une diminution voire une contraction sur les ratios des réserves liquides et du taux d'épargne brute à l'économie, au lieu 86,4% et 48,45% en 2010, respectivement, on y est à 23% et 35,6% en 2018. Cela indique une baisse de l'excédent de ressources collectées par les banques comparativement aux crédits distribués sur les différents acteurs de l'économie nationale (tableau 4). Cette mauvaise conjoncture oblige nos décideurs de revoir la politique de la convertibilité courante du dinar, qu'est devenue indispensable pour les importations qui ne cessent d'exploser (tableau 3).

¹¹ IMF Country Report No. 18/168

Tableau N°4. Situation monétaire (en %)

	2010	2012	2014	2016	2018
Ratio des réserves liquides/actif des banques	86,04	73,99	49,29	17,46	23,00
Épargne intérieure brute au PIB	48,45	47,53	43,85	36,63	35,60
Taux d'intérêt réel	-6,96	0,48	8,31	6,39	-2,56
Taux d'inflation	3,91	8,89	2,92	6,40	4,27

Source : www.bank-of-algeria.dz

D'autre part, la banque d'Algérie est censée de reconsidérer ses instruments de financement en passant d'une politique d'accès à l'escompte à une politique d'ouverture des marchés (*Open Market*). En ce qui concerne le budget, la réduction progressive du déficit pour atteindre un excédent de 1% en 2022, dont son financement doit d'être d'abord assuré par le Fonds de réglementation du revenu au cours des premières années ainsi par le recours aux ressources bancaires¹². Tandis que, pour l'institution du FMI, souligne le maintien de la résilience de la place financière en Algérie face à la chute des prix des hydrocarbures, ainsi, son secteur bancaire reste bien capitalisé et que ces banques restent rentables et qu'elles affichent des ratios de fonds propres généralement bien supérieurs au minimum réglementaire¹³.

Par conséquent, avec cette chute brusque des recettes extérieures et de la hausse de ses dépenses internes, plusieurs experts et économistes suggèrent au gouvernement à inverser sa courbe d'accumulation de réserves de changes, afin d'éviter les risques d'un retour plus rapide à des situations d'endettement, et c'est à la banque d'Algérie de diffuser une culture monétaire appropriée à cette conjoncture et de jouer correctement son rôle tant que régulateur monétaire, par le maintien au fixation des prix du marché interbancaire et de la parité du dinar par rapport aux devises, de mieux maîtriser, en générale, les fondamentaux macroéconomiques, tels que l'inflation, les réserves de change, la balance des paiements, etc.

4. Effet du déficit budgétaire sur la valeur du dinar

Comme nous l'avons montré au début de ce travail, la dépréciation effrénée du dinar algérien face au dollar américain et à l'euro ne cesse de s'aggraver depuis 2014. Le dinar, défini par un régime de change flottant dirigé, enregistre une marge de fluctuation censée être réajustée par la Banque d'Algérie afin de rapprocher le taux de change nominal du taux de change réel et dans l'objectif d'établir un taux de change effectif réel, reflétant les fondamentaux de l'économie algérienne, en l'occurrence le niveau des exportations de pétrole, le taux d'inflation, la compétitivité et

¹² Voir : https://www.bank-of-algeria.dz/pdf/tendancesmonetaires_2semestre2018.pdf

¹³ *Idem.* IMF Country Report No. 18/168

l'évolution des échanges extérieurs avec les principaux partenaires économiques.

Mais la question posée est la chute vertigineuse du dinar face au dollar à un niveau où un dollar américain a franchi la barre des 117 DA, soit une dépréciation de presque de 45 % au bout de quatre ans. Faut-il rappeler que la loi de finances 2018 s'est basée sur un cours de 45 DA contre un dollar. Il est clair que le dinar est affecté directement par la dégringolade des prix du pétrole est justifiée par la faiblesse des exportations (cf. tableau 3).

En effet, il est fort probable que la chute du dinar est volontairement choisie par les autorités monétaires et financières qui sont en train de faire face au tarissement de la rente. C'est une dévaluation discrétionnaire, consistant à gagner quelques marges en termes d'augmentation de recettes extérieures libellées en dollars américains. Cette mesure permettra une augmentation artificielle de la fiscalité pétrolière, en enregistrant un montant de 1.232 milliards de dinars en 2018, contre 1.032 milliards de dinars en 2017, soit une augmentation de 19%. Cependant, cette dévaluation peut créer une illusion monétaire à travers l'augmentation artificielle de la masse monétaire destinée au financement de l'économie, sachant que les liquidités globales des banques, illustrées par le Ratio des réserves liquides aux actifs des banques, ont baissé de 49,29% en fin décembre 2014 contre 23% en fin décembre 2018. Cette contraction est due à la baisse des dépôts du secteur des hydrocarbures qui a servi longtemps à doper la masse monétaire et les crédits à l'économie¹⁴. Une telle mesure permettra aussi de créer une illusion de compétitivité-prix, consistant à décourager les importations, les rendre plus chères et amortir légèrement le déficit de la balance commerciale et la balance des paiements. Surtout que la capacité des réserves de change à couvrir les implorations tire vers la fin.

Cependant, les tendances inflationnistes observées, dernièrement, sont provoquées par la conjugaison de deux facteurs : l'excès des dépenses publiques (dépenses d'équipement et politique de subventions) et la détérioration du solde commercial extérieur (baisse des exportations et maintien à un niveau élevé des importations de biens et services). Le niveau anormalement élevé du déficit budgétaire a fragilisé la structure de la demande qui, à son tour, a influé sur les divers niveaux des prix, sachant que ces derniers ne varient pas parallèlement les uns des autres. D'autre part, le déficit commercial enregistré, a entraîné un ajustement de la valeur de la monnaie nationale. La dépréciation du dinar par rapport au dollar (respectivement 6.5% entre juin 2018 et juin 2016 contre 35.81% entre juin

¹⁴ Arroudj, H. (2015), Réforme et modernisation du système bancaire algérien durant la période 1990-2010, Thèse de Doctorat en économie, université d'Oran

2016 et juin 2014) et à l'euro (respectivement 13.62% entre juin 2018 et juin 2016 contre 13.34% entre juin 2016 et juin 2014), a eu pour conséquence la hausse de certains prix de produits importés libellés dans ces deux monnaies, alors que le pétrole brut a perdu près de 55% de son prix. Or, la structure de la demande en Algérie est très sensible à l'évolution des importations de produits étrangers, d'autant plus que le Taux de change effectif réel (TCER) du dinar reste encore surévalué, selon les données de la Banque d'Algérie.

Il en est également ainsi que le volume important des importations qui alourdissent le budget de l'Etat, rajoutant le caractère corrosif des subventions qui produit des effets pervers et contribue à éroder la croissance économique du pays. Pour les deux institutions financières internationales, estime que «les subventions, d'inspiration vertueuse dans un contexte de recherche d'équité sociale, se sont avérées, au fil des années, non seulement insoutenables pour les finances publiques, mais dans bien des cas détournées de leur objet réel, au point de créer des effets pervers pour l'ensemble de la communauté». Pour la Banque mondiale, «les prix très bas du carburant ont tué chez les Algériens le réflexe de l'efficacité énergétique et du comportement responsable». De plus, ces subventions à l'énergie absorbent 30% du budget de l'Etat et 11% de son PIB. Elles s'élèvent à environ 10 à 20 milliards de dollars, ce qui représente le tiers du budget annuel de l'Etat. Bien plus, d'après certaines sources, ajoute l'institution financière internationale, «10% de la population la plus aisée consomment plus de carburant que les 90% restants de la population¹⁵ ».

Pour finir, le FMI avait recommandé au gouvernement algérien, depuis janvier 2015, de privilégier des «transferts ciblés» en vue de protéger les couches défavorisées et de supprimer en parallèle les subventions aux produits énergétiques et à certains biens alimentaires qui profitent actuellement aussi bien aux riches qu'aux pauvres. Une mission qui ne semble pas facile à mener, dans une société qui a abusé depuis des années d'une énergie bon marché, en négligeant complètement les principes d'une économie d'énergies sans oublier la situation politique actuelle depuis février 2019.

¹⁵ <https://maghrebemergent.info/la-revision-du-systeme-des-subventions-de-lenergie-un-blocage-algerien/>

5. Conclusion

Cette étude a permis d'analyser les conséquences du déficit budgétaire voire public sur la performance de l'économie nationale algérienne dans un contexte marqué d'une baisse des prix du pétrole sur le marché international et de dépréciation du dinar, alors que notre pays se trouve confrontée à une crise multidimensionnelle : budgétaire, économique et structurelle.

Toutefois, on a constaté que, depuis la crise financière et le choc pétrolier de juin 2014, les effets de la dégringolade des prix du pétrole commencent à impacter très lourdement les finances publiques, sonnante à la fois la fin de l'ère des excédents des années 2000 et l'entrée du pays dans une période de fortes incertitudes. Désormais, le fameux Fonds de régulation des recettes, créé en 2000 pour y placer des excédents de recettes pétrolières, n'est plus, alors qu'il était déjà trop sollicité pour couvrir des déficits publics qui commencent à se creuser dangereusement.

Un autre point important de cette étude est que ce recule des recettes pétrolières senti dans le budget d'Etat paraît affecter le développement économique en Algérie à travers une combinaison de l'accroissement des dépenses publiques et d'une fiscalité pétrolière contractée, mais avec une pondération plus élevée pour le degré de transactions interbancaires. Les mêmes résultats sont ressentis dans le cas du commerce extérieur répondeur par l'abolition de la convertibilité courante du dinar algérien. À ce titre, les institutions internationales appellent à une remise à plat du système de subventions, où ils préconisent une révision progressive et une réorientation vers les couches sociales les plus défavorisées, tout en prenant compte et conscience de l'impact d'une telle mesure dans les circonstances actuelles, internationale et nationale.

Bibliographie :

➤ **Ouvrages**

- Ayrton R. (2002), *L'impossible politique budgétaire : L'Etat fédéral face aux turbulences économiques*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne.
- Beddi N. (2014), *Ouverture ou couverture : quel système pour l'économie Algérienne ?*, Elalmamia Editions, Algérie.
- Bénassy Quéré A. (2004). *La politique économique*, De Boeck Editions, Bruxelles.
- Bouthevillain C., Dufrenot G., Frouté P. et Laurent Paul L. (2013), *Les politiques budgétaires dans la crise : Comprendre les enjeux actuels et les défis futurs*, De Boeck Editions, Belgique
- Chenntouf T. (2008), *L'Algérie face à la mondialisation*, CODERSIA, Sénégal

Gillis M. et al. (1998), *Economie du développement*, De Boeck Editions, Bruxelles.

Greffé X. (1995). *Comprendre la politique économique*, Economica, Paris.

Mekideche M. (2008), *L'économie algérienne à la croisée des chemins : repères actuels et éléments prospectifs*, Editions Dahlab, Alger.

Neck R. (2008). *Sustainability of Public Debt*, MIT Press, Cambridge

Semmoud B. (2010), *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Armand Colin, Paris.

Siné A. (2006), *L'ordre budgétaire : L'économie politique des dépenses de l'État*, Economica, Paris.

➤ **Articles dans une revue scientifique**

Baba-Ahmed M. (2007), Le secteur financier en Algérie : une réforme inachevée, *Finance & Bien Commun*, Vol. 3, N° (28-29), p. 130-138.

Baldacci E. et Gupta S. (2009), Les relances budgétaires efficaces, *Finance et Développement*, Décembre, p. 35-37.

Belkebir B., Daanoune R., Mouallim I. (2018), Analyse de l'Impact de la Gouvernance sur la Performance: Cas des Banques Marocaines, *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 23(4), p. 756-767.

Ben Bouheni F. (2016), Méthode d'analyse de l'impact des mécanismes de la gouvernance sur la performance bancaire, *La Revue des Sciences de Gestion*, Vol. 2-3, N° 278-279, p. 79-87.

Chabane M. (2010), L'Algérie otage de ses hydrocarbures : obligation de réformes, urgence d'une reconversion, *Cahiers de la Méditerranée*, N° 81, p. 319-330.

Derder N. (2018), L'impact de la crise pétrolière sur la performance du système bancaire algérien, *International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process*, Vol.13 p.157-164

Girardin E. et Marois W. (1987), Déficit budgétaire et déficit externe : une analyse empirique, *Revue d'économie politique*, Vol. 97(1), janvier-février, p. 51-78.

Horton M. et El-Ganainy A. (2009), Qu'est-ce que la politique budgétaire?, in F&D, juin, p. 52-53.

Labye A. (2015), Crédibilité de la banque centrale et soutenabilité de la politique budgétaire, *Revue d'économie financière*, No. 119, Septembre, p. 303-330.

Pardee S-E. (1993), A New-York : Reprise de l'économie et déficit budgétaire, *Revue d'économie financière*, No. 24, Printemps, p. 283-286.

Pommier S. (2006), Limitation des déficits publics et efficacité des politiques budgétaires européennes: un exercice de simulation

économétrique, *Revue d'économie politique*, Vol. 116(1), Janvier – Février, p. 109-132.

Parienty A. (2010), A quoi sert la politique budgétaire ?, *Alternatives économiques*, N° 46.

Popescu A. et Villieu P. (2013), Déficit budgétaire, dette publique et croissance dans les pays d'Europe centrale et orientale, *Mondes en développement*, Vol. 3(167), p. 53-72.

Sachs J. et Wyplosz C. (1984), La politique budgétaire et le taux de change réel, *Annales de l'INSEE*, No. 53 (Janvier – Mars), p. 63-92.

Von Hagen J. et Eichengreen B. (1998), Politique budgétaire et union monétaire : existe-t-il un arbitrage entre fédéralisme et restrictions budgétaires ?, *Revue d'économie financière*, No. 47, Mai, p. 141-152.

➤ **Communication lors d'une conférence**

Ben Hamadi Z. et Yosra H. (2018), Expertise du CA, prise de risques et performance : Cas des banques tunisiennes, disponible sur : <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01901202>

Boucekkine R. et N. Meddahi (2019), « voici ce que dit notre note sur le financement non conventionnel », un papier communiqué au Forum « Financement de l'économie algérienne : écueils et solutions possibles » animé par la Banque d'Algérie, le 1 avril.

➤ **Thèses universitaires**

Arroudj H. (2015), Réforme et modernisation du système bancaire algérien durant la période (1990-2010), Thèse de Doctorat en économie, université d'Oran.

➤ **Sites Web**

Banque d'Algérie, Notes de conjoncture (2006-2019) : <https://www.bank-of-algeria.dz/html/notes.htm>

Banque Mondiale (2014), Le point sur la situation économique dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord, URL : <http://siteresources.worldbank.org/INTMENA/Resources/.pdf>

FMI (2015/19), Les rapports sur l'économie algérienne (www.imf.org/)

Gaspar V. et Eyraud L. (2017), Les cinq clés d'une politique budgétaire intelligente, lien : <https://www.imf.org/external/french/np/blog/2017/041917f.htm>

OCDE (2002). Soutenabilité budgétaire : le rôle des règles, *Perspectives économiques de l'OCDE*, N° 72, p. 147-167 (www.ocde.org/)

ONS (2010-2019), Des séries de données sur la conjoncture (www.ons.dz/)